

## **Communiqué de presse d'Alliance Sud**

Berne, le 30 janvier 2018

### **Développement dans la mauvaise direction: NON à l'initiative No Billag**

**Les sociétés développées du monde entier se caractérisent par la diversité des opinions et le libre accès à une information de qualité. L'initiative No Billag menace les deux. Alliance Sud, le Think and Do Tank des organisations suisses de développement, recommande de la rejeter.**

L'initiative No Billag enterre les principes pour lesquels s'engagent les organisations suisses de développement: égalité des chances, solidarité, libre formation de la volonté démocratique et lutte contre les intérêts supérieurs des élites politiques et économiques. L'initiative défavorise les minorités linguistiques et mise sur la commercialisation des offres d'information, de formation et culturelles. Elle remet en question les principes et valeurs sur lesquels se base la coopération au développement.

Aujourd'hui, les émissions de radio et télévision sur la vie des gens dans les pays en développement sont rares. Notamment à cause des coûts de production élevés, on les trouve surtout dans les médias financés par des taxes. Lorsque ces émissions portent aussi sur la coopération au développement, elles sont habituellement très critiques, selon les critères journalistiques. Pour les citoyennes et les citoyens qui veulent se faire une opinion de la coopération suisse au développement, la SRG SSR, mais aussi les chaînes privées financées par les taxes, sont des sources d'information incontournables. L'interdiction radicale de tout financement d'offres médiatiques électroniques par des taxes, comme l'exige l'initiative No Billag, creuserait des trous importants et inutiles dans le paysage médiatique suisse.

L'initiative No Billag menace aussi la Chaîne du Bonheur, qui réagit par des collectes nationales aux crises humanitaires dans le pays et à l'étranger. Au sein de la population suisse, la Chaîne du Bonheur bénéficie d'un soutien important car elle ne récolte pas seulement des dons, mais évalue aussi des projets et examine avec des experts sur place si l'argent collecté en Suisse est utilisé efficacement.

L'initiative No Billag est contraire à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (Pacte I de l'ONU). Ceux-ci stipulent que les Etats parties ont une obligation positive de garantir la diversité dans le domaine des médias audiovisuels (CEDH) et qu'ils doivent, par la participation culturelle, promouvoir le pluralisme, la tolérance et la participation démocratique (Pacte I de l'ONU). Alors que les Objectifs de l'ONU pour le développement durable (Agenda 2030) soutiennent des institutions efficaces, redevables et inclusives à tous les niveaux, en cas d'acceptation de l'initiative No Billag, la Suisse prendrait exactement le chemin contraire.

Finalement, l'initiative No Billag affecterait la couverture médiatique des conséquences sur le développement de la politique commerciale, climatique ou financière de la Suisse. Alliance Sud est aussi critique sur les performances actuelles de la SRG SSR sur ce sujet, mais des informations financées seulement par le marché seraient très probablement nettement plus partisans et insatisfaisantes.

Pour ces raisons, Alliance Sud recommande aux électeurs et électrices de voter NON à l'initiative No Billag le 4 mars.

Sous [ce lien vous trouvez un papier de position détaillé d'Alliance Sud](#).

Pour toute question et plus d'informations:

[Mark Herkenrath](#), directeur Alliance Sud,

Portable : 078 699 58 66